



# PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Dijon, le 2 juin 2023

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°927

Société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES  
COMMUNE DE MAGNY-LAMBERT

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

- **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-15, L. 181-17, L. 511-1, R. 181-45, R. 181-50 et R. 516-1 à R. 516-6 ;
- **Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°922 du 21 juin 2021 autorisant la SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE SAS à exploiter une carrière de pierre calcaire sur le territoire de la commune de Magny-Lambert ;
- **Vu** la demande d'autorisation de changement d'exploitant du 10 mars 2023 transmise par la société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES, complétée le 10 mai 2023 ;
- **Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 22 mai 2023 ;
- **Vu** le projet d'arrêté porté le 24 mai 2023 à la connaissance du demandeur ;
- **Vu** le mail du demandeur du 31 mai 2023 indiquant qu'il n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale préalable ;

**CONSIDÉRANT** que la société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES sollicite le transfert de l'autorisation environnementale de la carrière de Magny-Lambert ;

**CONSIDÉRANT** que la société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter la carrière située sur la commune de Magny-Lambert, et de remettre le site en état à la fin de l'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'autorisation de changement d'exploitant d'une carrière ne nécessite pas la consultation préalable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrières ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Transfert de l'autorisation**

L'autorisation d'exploiter la carrière située sur le territoire de la commune de Magny-Lambert, délivrée le 21 juin 2021, est transférée à la société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES (SIREN : 325 980 449) dont le siège social est situé RD951 – 86800 Jardres, ci-après désignée nouvel exploitant.

**Article 2 : Droits et obligations du nouvel exploitant**

Les droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par les arrêtés préfectoraux susvisés, sont applicables au nouvel exploitant.

**Article 3 : Constitution des garanties financières**

Le nouvel exploitant adresse à la Préfecture de la Côte d'Or, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document qui justifie de la constitution des garanties financières de remise en état de la carrière.

**Article 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société FRANCEPIERRE POITOU-CHARENTES.

**Article 5 : Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le maire de la commune de Magny-Lambert et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PREFET  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Signé  
Frédéric CARRE